

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

ÉDITO

Tendances et contre-tendances

Le vent mauvais qui souffle avec la persistance de la crise globale, les difficultés des mobilisations et la montée de l'extrême-droite, est une donnée qui semble s'installer de manière durable. Il constitue maintenant un élément structurant du contexte politique et social à l'échelle européenne et pèsera lourd lorsque s'ouvrira, à l'approche du scrutin européen, le débat sur les perspectives d'une UE en pleine déconfiture et touchée de plein fouet par la crise mondiale.

À l'échelle de l'Europe comme à l'échelle de la France, la crise ne se limite pas à ses dimensions économique et financière, et à ses conséquences sociales dramatiques, même si ce sont celles-ci qui sont les plus visibles avec l'aggravation du chômage et de la précarité et la multiplication des plans de licenciements. La crise de la démocratie représentative continue, le discrédit de la classe politique n'a jamais été aussi grand, à travers y compris -on s'en réjouira- le rejet des politiciens de droite cyniques et flattant le racisme, tels que Copé, incarnant parfaitement ce vent mauvais qui souffle si fort.

La crise écologique n'a trouvé aucune solution dans les conférences mondiales successives sur le climat et le dernier rapport du GIEC le confirme à sa manière : le modèle de croissance et de développement subi par les peuples n'est nullement remis en cause et même sous couvert de capitalisme vert, c'est ce modèle qui alimente la multiplicité des pollutions, le recul persistant de la biodiversité, le maintien et le renforcement de l'usage irresponsable et criminel du nucléaire doublé de la fuite en avant que constitue l'exploitation des gaz de schiste. À l'échelle européenne, la crise est géostratégique tant se précisent les

effets délétères de la perte du rôle de premier plan joué par le vieux continent à l'échelle mondiale depuis cinq siècles.

Mais ce vent mauvais n'a rien d'un élément stable : des contre-tendances existent à l'échelle des sociétés, qui peuvent être un point d'appui pour un retournement de situation sur le plan politique et sur le plan social. Face à l'offensive capitaliste et patronale, les projets de type coopératif et de reprise de l'outil de travail par les salarié-e-s sous des formes diverses, qui pour nous ont à voir avec les aspirations autogestionnaires, sont certes minoritaires, mais ils ne sont plus de l'ordre de la rareté ou de l'exception.

Face aux grands projets inutiles liés à la conception de l'aménagement du territoire qui découle du capitalisme productiviste, la mobilisation de Notre Dame des Landes est exemplaire, par l'écho rencontré, les forces qu'elle coalise, les alternatives qu'elle permet de dévoiler et les dynamiques écologiques et citoyennes qu'elle recèle.

Face aux dérives racistes et sécuritaires auxquelles participent sans vergogne la droite et une partie de la gauche dans le sillage du FN, des éléments de solidarité, de refus des discriminations et d'exigence d'égalité des droits s'expriment, d'abord dans la jeunesse scolarisée comme on l'a vu dans l'affaire Leonarda, qui fait office ici de révélateur.

Et après les propos de Valls dignes du FN, on a même entendu Daniel Cohn-Bendit, pour une fois inspiré, rappeler à juste titre que « dans les années trente, on parlait des Roms et des juifs de la même façon ». De la préparation de l'initiative unitaire en anniversaire de la « marche des Beurs » aux tentatives de rassemblement des réseaux de soutien

aux sans-papiers jusque-là dispersés, des signes de remobilisation se multiplient.

Faute de projet alternatif et, pour l'instant, de mobilisations de masse débouchant ne serait-ce que sur des victoires partielles, l'idéologie du chacun pour soi et de la jungle capitaliste du tous contre tous a encore quelques succès. Mais ces succès pourraient être de faible durée. Ils ne peuvent entraîner l'adhésion du plus grand nombre, ils ne peuvent avoir un assentiment populaire.

Il y a donc des contre-tendances au vent mauvais actuel. Elles indiquent la voie à suivre, malgré la déception et le découragement bien compréhensibles face aux difficultés des mobilisations actuelles. De ce point de vue, à moins d'un rebond, ce qui ressemble à une défaite sans combat sur la question des retraites va laisser des traces. Une contre-réforme qui avait pourtant suscité un début de mobilisation le 10 septembre, et ce malgré la sidération provoquée par le fait qu'elle soit mise en œuvre par un gouvernement « socialiste »...

Même sur cette question emblématique des retraites, tout n'est pas terminé. Et le meilleur moyen de préparer ce rebond n'est-il pas de s'appuyer sur la contre-expertise produite par ATTAC et la Fondation Copernic, de rappeler que la retraite à 60 ans a été obtenue avec une richesse et une productivité bien moindres qu'aujourd'hui, de revenir sur le fond aux propositions alternatives, à la réduction massive du temps de travail comme élément central de la contre-offensive et du « tous ensemble » ? ■

Lip et l'autogestion

• Samedi 16 novembre 2013 de 8h30 – 13h15 •

40 ans après le conflit de 1973, une demi-journée de réflexion sur Lip et l'autogestion.

PROGRAMME

9h15 - 11h : État des lieux : entreprises en lutte et SCOP
Interventions d'entreprises en lutte (Fralib de Marseille...), de SCOP en fonctionnement (Ceralep de St Vallier, Drôme / La Fabrique du sud, ex-Pilpa, de Carcassonne...) et d'anciens de Lip (Charles Piaget, Monique Piton...).

11h30 - 13h15 : Perspectives : autogestion ou barbarie ?
Intervention de Charles Piaget, puis d'un-e membre de l'Association Autogestion.



SOLIDARITE

Les organisations syndicales CFTD, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, et UNSA résidant à la Bourse du Travail de Lille se sont réunies le 29 octobre à 8h30. Elles déplorent la situation inhumaine faite à une centaine de Roms qui ont trouvé refuge à la Bourse du Travail.

Les organisations syndicales exigent du gouvernement, du préfet des mesures de sauvegarde des enfants mineurs, l'application de la loi DALO et le respect de la dignité humaine. Il est impératif aux pouvoirs publics à tous les niveaux, de trouver dans la journée une solution à ce désastre social et humanitaire.

Les organisations syndicales demandent une rencontre immédiate avec la préfecture pour apporter une solution humaine et digne.

A Lille, le 29 octobre 2013



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHERENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS A ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT A RENFORCER NOTRE ACTIVITE, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

Rouge & Vert

Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»

Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à
à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Ont participé à ce numéro :

Mohammed BEN YAKHLEF
Jean-Jacques BOISLAROUSSIE
Bruno DELLA SUDDA
Jacques FONTAINE
et Jean-Louis LE BOURHIS

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II :
01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG



Un test à haut risque

Initiative de l'Association Auto-gestion et l'association BESAC (Besançon, Écologie, Solidarité, Autogestion, Citoyenneté) soutenue par AC !, Les Alternatifs, ATTAC, la Gauche Anticapitaliste, le NPA, le PCF, le PG...

Salle Jean Zay (97 rue des Cras) à Besançon à Palente, quartier de l'usine Lip

• Samedi 16 novembre 2013 à partir de 14h •

Rencontre festive (projection, débat, musique) : Lip, 40 ans après, leur lutte et les nôtres.

Organisé par Solidaires et AC! Salle Battant

• Du mardi au vendredi de 14h à 18h, samedi et dimanche de 15 à 18h Jusqu'au 15 décembre •

Exposition Lip 73 : ça peut toujours servir,

Organisée en partenariat avec les Amis de la Maison du Peuple et de la Mémoire ouvrière .

au Gymnase espace-culturel à (IUFM Fort Griffon)

Après le paroxysme d'une crise multiforme dont les effets sociaux, démocratiques et écologiques perdurent, après les années de fin du sarkozysme, marquées par le choix de la stratégie d'exacerbation des discours racistes et d'exclusion, qui ont contribué à ouvrir les vannes à une nouvelle radicalisation droitière d'un large secteur de l'UMP et à de nouvelles avancées idéologiques du FN, les illusions sur l'alternance, pour qui en entretenait, sont vite tombées.

Aujourd'hui, l'action du gouvernement, libérale, atlantiste-belliste, sécuritaire, soumise à la pression des lobbies productivistes, tient plus d'un néo-blairisme que d'un compromis social et libéral.

Les riposte sociales sont loin d'être à la hauteur et, après l'échec des mobilisations contre l'ANI et face à la contre réforme des retraites, le découragement le dispute à la colère au sein des classes populaires. Des espaces de résistance et d'alternative perdurent, de Notre Dame des Landes aux combats contre l'extractivisme, peut être demain dans la jeunesse scolarisée contre la politique Valls. Mais de nombreux éléments concourent à polariser le champ électoral autour du FN, du PS et de l'UMP.

Le risque est réel de voir se combiner un retrait massif des classes populaires du débat et de l'action politique et une installation du FN comme force antisystème combinant des éléments antilibéraux de façade et un projet identitaire mortifère. Ceux qui, au PS, au gouvernement, capitulent face au patronat et aux pressions racistes portent une responsabilité écrasante.

Une lourde responsabilité pèse aussi sur les épaules des courants et organisations à gauche du PS, notamment sur les organisations du Front de Gauche dont toutes ne donnent pas l'image de la cohérence.

Dans ce paysage, il est nécessaire que dans les communes soit présente une gauche d'alternative sociale et écologique, une gauche au service des mobilisations, construisant des programmes municipaux en lien et échange avec les celles et ceux qui, membres d'associations, de syndicats, portent dans les villages, villes et quartiers des alternatives au quotidien.

C'est l'orientation des Alternatifs ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

A Paris

À gauche du PS, une alternative démocratique, sociale et écologique

Les élections Municipales à Paris croisent enjeux nationaux et locaux.

Ces enjeux conduisent les Alternatifs parisiens à s'engager pour la constitution de listes :

- pour une alternative sociale, écologique, démocratique
- contre la droite et l'extrême droite
- indépendantes du PS
- dans une dynamique populaire et citoyenne, en termes d'élaboration et de contenu du programme, de campagne, de vision de l'action des élus

Les Alternatifs parisiens souhaitent que toutes les forces du Front de Gauche se

retrouvent dans une telle démarche. Ils regrettent donc le choix majoritaire des adhérents du PCF à Paris d'une alliance avec le Parti Socialiste.

Ce choix ne les conduit pas à renoncer à leur démarche.

Des contacts sont engagés avec les organisations du Front de Gauche et au delà, se situant dans la démarche d'indépendance vis à vis du PS.

L'enjeu est désormais la constitution de listes larges, pluralistes, ouvertes aux mobilisations citoyennes, sociales, associatives, écologistes et représentatives des aspirations à une alternative pour Paris. ■

Fédération de Paris des Alternatifs



LYON ET GRAND LYON

Un contexte particulier

La préparation des élections municipales sur l'agglomération lyonnaise est marquée, au-delà du contexte national, par le projet de métropolisation, la future métropole lyonnaise devant entrer en fonction dès 2015. Pour rappel, c'est le projet de métropole qui va le plus loin puisqu'il fait disparaître le département sur son territoire, crée une collectivité « supracommunale » de plein exercice, dotée de la compétence générale, qui va de fait réduire le rôle des communes au rôle que peuvent avoir aujourd'hui les arrondissements à Paris, Lyon ou Marseille.

Le contexte local est marqué aussi par la personnalité de Gérard Collomb, à la fois Maire de Lyon, Président du Grand Lyon, sénateur (et hostile aux limitations du cumul des mandats), qui bien que membre du PS se plaît à critiquer quasiment chaque semaine le gouvernement (toujours en critique sur sa droite !), félicite Manuel Valls pour sa politique envers les Roms, s'affiche avec les patrons du MEDEF et de la CGPME au moment où ceux-ci lancent leur « carton jaune » au gouvernement ...

Enfin, comme partout, le Front de Gauche s'est trouvé en difficulté suite aux atermoiements du PCF concernant la stratégie aux municipales, repoussant le choix le plus loin possible (jusqu'au 25 ou 26 octobre dans les principales villes), la direction fédérale mettant comme objectif premier de « passer de 100 à 200 élus locaux » dans le département.

Le « 3° pôle » du FDG actif depuis l'été pour ouvrir la perspective de listes d'alternative à gauche dans le Grand Lyon

Sur l'agglomération lyonnaise, le « groupe des 5 » : Les Alternatifs, FASE, GA, C&A, et Gauche Unitaire 69, qui travaille de façon unitaire, a pris contact avec le PG fin août – début septembre, aboutissant dès le 9 septembre à une déclaration commune. On y lit : « Pour les Municipales, nous proposons de mettre en chantier pour Lyon et l'agglomération un projet alternatif tant aux politiques libérales, y compris pudiquement recouvertes du qualificatif « de gauche », menées nationalement et déclinées localement, qu'au projet de métropole décidé de façon anti-démocratique. Ce projet sera fondé sur la démocratie, seule à même de réparer les fractures sociales, écologiques, démocratiques et éthiques. » Il y est proposé non seulement d'élaborer des axes de programme avec tous les militant-es du FDG, mais aussi de les mettre en débat avec tous celles et ceux qui se reconnaissent dans une telle démarche. Son aboutissement pourrait prendre la forme d' « Assises pour le changement de la Ville de Lyon et de sa Métropole ».

Sans attendre les votes au sein du PC fin octobre, des échanges ont été organisés entre des délégations des 6 composantes du FDG (Groupe des 5 et PG) avec d'autres courants politiques comme Europe Ecologie Les Verts, le GRAM (militant-es socialistes en rupture avec le système Collomb), le NPA.

A LYON

Les débats ont été longs au sein du PCF, les votes se sont terminés le 25 octobre par la surprise : par 100 voix contre 89, les communistes lyonnais se prononçaient pour une liste autonome avec le Front de Gauche ... alors que les élus sortants, la direction de section et la direction fédérale n'avaient pas caché leur choix : repartir avec Gérard Collomb.

Les 6 autres composantes du FDG se sont aussitôt félicitées : « La dynamique enclenchée depuis quatre ans par le Front de Gauche va pouvoir se poursuivre. (...) Dès à présent, nous devons travailler à réunir les conditions pour présenter au 1er tour des élections municipales une liste Front de Gauche élargie à Lyon autour d'un projet municipal porteur d'une vraie alternative de gauche. » Il s'agit maintenant d'ouvrir une véritable dynamique citoyenne, passant par des Assises largement ouvertes à toutes les forces et tous les habitants qui souhaitent « changer de cap » dans la métropole lyonnaise comme au niveau national.

A VILLEURBANNE

Même situation d'attente concernant le PC à Villeurbanne, 20° ville de France, jusqu'au 26 octobre. Contrairement à Lyon, par 70% des voix, les adhérents du PCF choisissent de partir au 1° tour avec le Maire PS et 1° Vice-Président du Grand Lyon, J-Paul Bret.

Mais l'ensemble des autres composantes locales du Front de Gauche (PG, FASE, Alternatifs, GU) et le collectif local COVRA n'avaient pas attendu pour travailler à une liste d'alternative à gauche, perspective maintenue malgré le vote au PCF. Et si rien n'est encore acté, la possibilité d'une liste commune avec EELV est réelle. Un tel accord serait porteur d'espoir dans une ville où depuis longtemps tant les Verts que la Gauche alternative en général réalisent des scores importants.

AILLEURS DANS L'AGGLOMERATION

Il fait citer le cas de Vaulx-en-Velin, 42000 hab, où le PS va pour la 2° fois tenter de « prendre la ville » tenue par une municipalité Front de Gauche (dans toute sa diversité, avec des élus appartenant au PC, au PG, aux Alternatifs, à la FASE ou la Gauche Unitaire). Le « périmètre » de la liste élargie qui se constitue autour du Front de Gauche n'est pas encore bouclé, mais il s'agit là de poursuivre l'acquis d'une municipalité FDG.

D'autres tentatives de monter des listes autour du Front de Gauche sont en discussion dans plusieurs autres villes de l'agglomération (Oullins, Caluire, etc). Le cas de Saint Priest, directement menacée par la droite d'une part, et le FN qui y réalise l'un de ses meilleurs scores d'autre part, est plus difficile.

Malgré le contexte de la métropolisation, les « histoires » locales continuent à peser fortement, conduisant dans les faits à des situations très diversifiées. ■

Correspondant

Gard

Pour une campagne municipale vraiment à gauche et démocratique

Les articles de presse récents, les communiqués, les débats en cours au sein du front de gauche amènent le pôle citoyen rouge et vert à rappeler sa détermination à mener la campagne municipale avec un front de gauche gardois efficace et apaisé, et aussi à préciser ses attentes en matière de démocratie et de respect de la diversité, dont le front de gauche doit être l'exemple.

Devant la montée du FN et face au rejet de la politique du PS, ces élections seront un enjeu national. Il est décisif que le front de gauche soit le moteur d'une alternative politique de gauche aux politiques d'austérité et au social-libéralisme. Aussi, nous sommes favorables à rechercher au premier tour des listes ouvertes aux militants et aux forces qui se reconnaissent dans cette démarche.

Quand les conditions peuvent être réunies pour construire un accord sur les principaux axes d'une vraie politique de gauche dans les communes, et un refus de se soumettre aux politiques d'austérité, il est possible d'ouvrir la liste à des militant-es issu-es de forces politiques participant au gouvernement si ceux-ci ou celles-ci sont d'accord avec la profession de foi qui condamnera la politique d'austérité du Gouvernement Hollande-Ayrault, mais il n'est pas possible d'inclure dans nos listes des représentants officiels des partis de gouvernement avec leur logo.

Faute de ces précautions, le front de gauche apparaîtrait inconséquent, opportuniste, illisible et ne pourrait représenter une véritable alternative à gauche, point d'appui aux résistances. Cette

Nantes

Une vraie liste de gauche à Nantes, c'est parti !

Pour une liste de rupture avec les politiques austéritaires et sociales-libérales

règle s'applique dans les principales villes du Gard mais pas forcément dans les petites communes où les personnes comptent plus que leur appartenance politique

Concernant les relations entre nos différentes organisations, il faut que chacune de celles-ci apparaisse clairement et à une juste place car la force du front de gauche se trouve aussi dans sa diversité.

Nous sommes attachés à une campagne démocratique valorisant bien sûr l'intervention citoyenne comme cela a été le cas dans la réunion de nombreux ateliers, notamment à Nîmes et Alès, mais aussi à une conduite de la campagne associant systématiquement et à hauteur de leur influence chacune des composantes de la liste, qu'ils soient membres du Front de Gauche (PC, PG et pôle citoyen R et V) présents dans la localité, ou militants associatifs dans leur diversité, et cela dans le domaine médiatique, financier comme dans toutes décisions engageant la liste. Cette volonté d'association se traduit par la recherche permanente de consensus.

Afin de nous exprimer sans ambiguïté, nous énonçons ci-dessous nos principales exigences et les principales limites hors desquelles il ne pourrait y avoir de campagne commune du front de gauche :

Une liste alternative de gauche sur le plan municipal et exprimant sa rupture avec la politique gouvernementale comme nos précédents communiqués départementaux l'ont dit.

Une liste sans aucun représentant officiel d'un parti du gouvernement.

Une liste ouverte largement aux citoyens non inscrits dans un parti, sa composition nécessitant l'accord des trois composantes et au-delà celui de tous les membres de la liste.

Une liste où la décision concernant la désignation aux places éligibles, à la Ville comme à l'Intercommunalité, donnera obligatoirement d'abord une place à toutes les composantes du Front de Gauche quand elles sont présentes dans la localité, et ensuite à d'autres militant-e-s à l'implantation significative sauf accord unanime différent des trois composantes.

Une liste dans laquelle les différentes composantes, unies dans les objectifs communs définis plus haut, s'adressent à la presse ensemble après une préparation commune.

Une liste où les décisions de logistique, d'engagement financier sont prises après concertation et accord préalable de toutes et tous.

Si un deuxième tour a lieu, les organisations politiques de la liste et le collectif de campagne mandateront la tête de liste pour les négociations avec les autres listes de gauche qui se maintiennent, dans le but de battre la droite et l'extrême droite, toujours avec la prise en compte de chacune des composantes politiques. ■

Pôle Citoyen Rouge et Vert du Gard

Lors d'une conférence de presse tenue à Nantes, les Alternatifs, la Gauche Anticapitaliste, la Gauche Unitaire et le Parti de Gauche ont confirmé la présence d'une vraie liste de gauche aux municipales de mars prochain à Nantes. Initiée notamment par les quatre partis du Front de Gauche*, cette liste sera ouverte à toutes celles et ceux qui, à gauche, refusent l'austérité gouvernementale et entendent redonner aux habitant-e-s un vrai contrôle sur les politiques locales. Nous vous invitons à lire ci-dessous la trame de l'introduction de cette conférence de presse.

Depuis un an et demi, le gouvernement dirigé par Jean-Marc Ayrault a mis en place une politique d'austérité et de réduction des services publics sans remettre fondamentalement en cause les inégalités de revenus et de patrimoine. C'est le premier gouvernement de gauche qui rallonge le temps du travail et régresse sur les retraites. Ces politiques commencent à avoir des répercussions négatives sur les collectivités locales et impacter durablement la commune de Nantes et l'agglomération nantaise à travers le délitement des services publics locaux et nationaux. Parallèlement, nous assistons à une dégradation de l'exercice démocratique avec l'éloignement des citoyennes et citoyens des décisions qui les concernent à travers des instances intercommunales dont les membres sont élus au 2ème et même au 3ème degré.

Refonder cette appropriation par les habitantes et habitants de Nantes, c'est prendre à bras le corps des axes fondamentaux suivants :

1. Pour une démocratie active : vers une participation citoyenne accrue, plus de débat et de transparence, avec les moyens nécessaires pour la faire vivre ;

2. Pour une politique sociale et so-

lidaire et l'emploi des jeunes axée sur le droit au logement, aux transports, à l'emploi en CDI : envers les déshérité-e-s, les précaires et les sans-voix ;

3. Pour des services publics renforcés : améliorer l'égalité entre les citoyen-ne-s et sous leur contrôle ;

4. La nécessité de la planification écologique dès l'échelon local mise en lumière par le dernier rapport du GIEC et le refus de l'aéroport de Notre Dame des Landes ;

5. Le refus de la métropolisation contenue dans l'Acte III de la décentralisation, avec sa mise en concurrence des territoires et sa concentration des pouvoirs.

Ce mouvement de refondation d'une gauche de transformation sociale, écologique et démocratique, nous le menons non seulement entre nous, membres d'organisations du Front de Gauche mais aussi avec les actrices et acteurs du mouvement associatif et syndical.

C'est dans ce but que nous, organisations du front de gauche, nous invitons les citoyen-ne-s, militant-e-s associatifs et syndicaux, militant-e-s politiques de gauche, à participer à une réunion publique en novembre afin d'avancer dans la construction d'un projet partagé au service de l'Humain.

Notre liste est ouverte à toutes les organisations politiques, à tous les militants associatifs et syndicaux qui se reconnaissent dans le socle commun décrit ci-avant.

Notre liste se situe clairement à gauche et nos ennemis politiques sont sans ambiguïté la Droite et l'extrême Droite dont la séparation est de plus en plus poreuse. Ils constituent le danger principal dans notre combat pour une so-

ciété radicalement différente, soustraite aux intérêts des dominants.

Nous avons aussi comme adversaire politique cette gauche de renoncement face au capitalisme financier, cette gauche qui épouse la construction économique libérale de l'Europe, destructrice des acquis sociaux et des services publics. Or les options de l'Europe libérale, adoptées par le Conseil Européen et mises en œuvre par la Commission Européenne sont claires :

- Privatisation des services publics
- Prestations sociales soumises au marché et aux assurances privées
- Budgets nationaux sous surveillance avec sanctions à la clef
- Libre circulation des capitaux avec le dictat des marchés financiers
- Libre circulation des marchandises à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union avec les accords de libre échange comme celui EU-USA
- Institution du moins disant social et fiscal,
- lutte de tous contre tous.

Ce sont précisément des dérives que nous voulons combattre.

Redonnons aux citoyennes et citoyens de Nantes et de l'agglomération le droit de contrôle sur les politiques locales, réhabilitons la puissance publique, faisons vivre une démocratie active, bannissons tous partenariat public privé, cheval de Troie du capitalisme financier, soutenons l'économie sociale et solidaire.

Faire diminuer l'abstention et faire participer les habitants aux décisions qui les concernent est notre ambition. La commune doit devenir le premier espace d'émancipation citoyenne

Pour y parvenir, nous avons, avec d'autres, clairement comme projet de disputer au PS l'hégémonie à gauche et de battre l'extrême droite et la droite qui a déjà montré, de 1983 à 1989, la nocivité de son sectarisme, notamment en matière culturelle et d'aménagement urbain, même s'il y a beaucoup à dire sur la politique culturelle et médiatique de la Mairie actuelle de Nantes.

La question du 2ème tour sera examinée à l'aune de ces fondamentaux et de la hauteur de la dynamique citoyenne et radicale que notre rassemblement aura su développer. ■

Correspondant

FINANCEMENT DE

SOCIALE :

Faut il ou non élargir l'assiette des cotisations sociales ? Les Alternatifs en débattent Cidessous une contribution de Benoit Borrits

Un débat revient de façon récurrente à gauche sur le financement de la sécurité sociale. Doit-on la financer, comme cela s'est traditionnellement fait, par les cotisations sociales ou par le recours à l'impôt ou encore des formules mixtes de type CSG/CRDS ? Ce débat, en apparence très technique, est néanmoins très politique car il touche directement aux rapports entre les classes sociales.

Pour mémoire, la sécurité sociale est principalement financée par un système de cotisations sociales reposant sur les salaires bruts. Lorsqu'une cotisation est dite « patronale », le montant de cette cotisation est réglée par l'employeur aux organismes sociaux en sus du salaire brut. Lorsqu'une cotisation est dite « salariale », cette cotisation vient en déduction du salaire que l'employeur réglera effectivement au travailleur en poste : celui-ci touche en effet un salaire net de cotisations sociales, c'est-à-dire son salaire brut moins les cotisations salariales. Ce distinguo entre cotisations salariales et patronales est essentiellement une convention de négociation. Les salaires bruts étant contractuels, une augmentation de cotisation salariale affectera le montant directement versé au travailleur sans aucune incidence sur ce que l'employeur paiera au final. Une augmentation de cotisation patronale laissera inchangée la paye du salarié mais augmentera ce que l'employeur devra payer.

Lorsqu'une entreprise embauche quelqu'un, elle doit non seulement le payer mais aussi s'acquitter de toute une série de cotisations qui permettent de couvrir des périodes de non-emploi ou de maladie, sa retraite à venir et aussi des dépenses nécessaires à l'ensemble de la société comme la santé publique (hôpitaux, centres de soins) ou la politique familiale. Voilà pourquoi, on

parle de salaires socialisés lorsque l'on parle des cotisations sociales : l'entreprise ne doit pas seulement payer le salarié mais répondre à une obligation de cohésion sociale, d'autant plus justifiée que c'est dans les entreprises que se crée la richesse produite par les salariés.

Depuis quelques dizaines d'années, on assiste à une offensive idéologique contre les cotisations sociales accusées de renchérir le « coût du travail ». Le patronat et la droite sont au cœur de cette offensive, mais celle-ci est aussi relayée par une bonne partie de la gauche. C'est d'ailleurs la gauche qui a innové en la matière en instituant en 1990 la CSG, laquelle sera ensuite accompagnée de sa jumelle, la CRDS. Il s'agit de prélèvements proportionnels qui s'appliquent sur tous les revenus, salariaux, fonciers ou financiers. La CSG et la CRDS agissent ainsi comme des cotisations salariales en ce sens qu'elles réduisent le salaire versé aux travailleurs. Pourtant, ses promoteurs se sont parés d'un discours de gauche en indiquant que celles-ci touchent tous les revenus, du capital comme du travail. La vérité est qu'au final, les trois quarts des revenus de la CSG/CRDS proviennent de prélèvements sur les salaires et que seul un quart provient des revenus fonciers et financiers. En gros, c'est comme si on avait augmenté les cotisations salariales de trois points alors que les cotisations patronales n'étaient relevées que d'un point !

Outre cette escroquerie intellectuelle qu'a constitué ce prélèvement unique au monde, on met fréquemment en avant la nécessité de recourir à l'impôt pour financer la sécurité sociale et d'autres dépenses publiques. Cela peut même revêtir les oripeaux de la radicalité : « taxer le capital », « faire payer les riches ». On en appelle à un impôt sur le revenu fortement progressif avec des taux de l'ordre de 100 % à partir de certains seuils : « à partir de quatre millions, je prends tout » nous déclarait en son temps Georges Marchais, secrétaire

LA PROTECTION

LE DEBAT

général du PCF. On veut un « vrai ISF », entendons par là que l'actuel serait anecdotique ou aisément contournable. Pourtant, derrière ce verbiage qui se veut de rupture, se cache au contraire une posture typiquement social-démocrate.

L'impôt n'a jamais remis en cause l'ordre établi que l'on définira par la prédominance des sociétés de capitaux dans l'économie et la constitution d'une classe sociale détentrice des moyens de production. Il consiste à reprendre a posteriori une partie de ce qui s'est formé sur le marché. Les entreprises ont réalisé des profits, on en reprend une partie avec l'impôt sur les sociétés. Les entreprises distribuent des dividendes, payent des rémunérations astronomiques à leurs dirigeants. Une partie de ces revenus seront repris après coup grâce au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Des fortunes considérables se sont constituées. On les rognera progressivement avec l'ISF... pourvu que le rendement de l'ISF soit supérieur au rendement financier. Pour autant, on ne touche nullement la substance de la société de capitaux basée sur l'assujettissement salarial, le pouvoir patronal et les profits. Cette voie s'avère même une impasse. En admettant que tous les profits et revenus des dirigeants soient prélevés a posteriori, quel intérêt les actionnaires auraient-ils à faire marcher l'entreprise et à investir ? Sans rentrer sur le « trop d'impôt tue l'impôt » ardemment défendu par les libéraux, notons que les forts taux de prélèvements marginaux qui ont pu être pratiqués au début des années 1920 ou durant le Front populaire n'ont pas véritablement remis en question la suprématie des sociétés de capitaux sur l'économie.

La lutte de classes se fait sur la question du partage de la valeur

ajoutée. La revendication de meilleurs salaires est au cœur de celle-ci. L'obtention de meilleurs salaires directs ou l'augmentation de cotisations sociales patronales est le plus sûr moyen de réduire les profits. Il n'est, à cet égard, pas anodin de constater qu'un des premiers ratio que donne la comptabilité nationale et ce, quel que soit le pays, est la part des salaires dans la valeur ajoutée. Les salaires s'entendent ici comme masse salariale, c'est-à-dire intégrant les salaires bruts augmentés des cotisations patronales. Cette part est un indice, certes succinct, mais réel du rapport entre les classes. Ainsi, on rappelle régulièrement que cette part a baissé entre les années 1970 et maintenant.

Voilà pourquoi la façon la plus simple et la plus directe de financement de la sécurité sociale est l'augmentation des cotisations sociales patronales. Ce mode de financement intègre la certitude que ce sont les détenteurs des moyens de production qui payent et, de plus, il conteste directement la formation des profits. Il ne suffit pas d'anéantir les profits, il faut aussi préparer la relève, préparer la reprise des entreprises par les salariés. De ce point de vue, l'augmentation des salaires ou des cotisations patronales est inséparable de l'obtention de nouveaux pouvoirs des salariés dans l'entreprise. D'une certaine façon, les quelques reprises en SCOP d'entreprises par leurs salariés sont l'expression d'une situation dans lequel le capital ne veut plus ou ne peut plus continuer à exploiter. En augmentant les cotisations sociales, ce sont ces situations que nous favoriserons. Pas étonnant que patronat comme « réformateurs » de tout poil soient vent debout contre toute hausse du « coût du travail ».

PALESTINE

Nos institutions et media n'ont pas parler du dernier rapport de l'UNICEF concernant les enfants Palestiniens alors analysons ce rapport ...

L'UNICEF rapporte que les autorités israéliennes continuent leurs mauvais traitements sur les mineurs Palestiniens en détention.

Le 14 octobre 2013, le Fonds des Nations unies pour l'enfance a publié un second rapport dans lequel il affirme que « les violations se poursuivent », après qu'un premier rapport datant de mars 2013 ait souligné la généralisation de la maltraitance sur les adolescents palestiniens arrêtés par les forces israéliennes en Cisjordanie occupée !

L'Organisation a cité 20 cas d'abus type commis sur des jeunes en Cisjordanie, au cours du deuxième trimestre de cette année. Les détenus - tous des hommes - ont subi des violences physiques tels que des coups de pied, des gifles et des coups. Dans 17 cas, les détenus ont également été injuriés. « En 2013, la moyenne mensuelle est de 219 enfants détenus par l'armée israélienne contre 196 en 2012, soit une augmentation de 12% » rapporte UNICEF. En mars 2013, UNICEF a publié un premier rapport dans lequel il affirme qu'Israël utilise des pratiques « cruelles, inhumaines et dégradantes » dans le traitement des jeunes Palestiniens. « Les mauvais traitements des enfants palestiniens dans le système de détention militaire israélien semblent être généralisés, systématiques et institutionnalisés », souligne le rapport.

Plus de 7 000 enfants palestiniens, majoritairement des garçons âgés de 12 à 17 ans, ont été arrêtés, interrogés et poursuivis par les forces israéliennes, précise le rapport initial de 22 pages.

Mi-2102, le ministère des Affaires étrangères britannique a publié un rapport explosif intitulé « Enfants en détention militaire » sur la manière dont Israël maltraite les enfants palestiniens, suite à une enquête réalisée par une délégation de 9 avocats britanniques.

Les enfants subissent l'isolement dans des cellules de prison, sans quasiment aucun accès à leurs parents : « En détention, ils sont privés de sommeil, maltraités verbalement et physiquement, contraints de signer des aveux qu'ils ne savent même pas lire [...] Quelle ne fut pas notre choc d'assister à une audition préliminaire dans un tribunal militaire israélien, où un très jeune enfant fut amené revêtu d'un uniforme marron et enchaîné aux pieds », rapportent les avocats britanniques.

En toute impunité, Israël viole la Convention des Nations unies sur les Droits de l'Enfant. Il semble que ce ne soit pas la priorité de ceux qui, en « Oxydent », se décrivent comme les défenseurs des Droits de l'homme ...

Nous appelons toutes les organisations de luttes contre la maltraitance des enfants à agir pour faire respecter du bout de la rue, jusqu'au bout du monde en particulier en Palestine les Droits de l'Homme et les Droits des Enfants. Comme nous le montre l'actualité occultée, un enfant de 6 ans perd un œil et se fait kidnapper par Tsahal¹, N'oublions pas les prisonniers politiques².

Mohammed BEN YAKHLEF

1. Voir lien : <http://www.ism-france.org/temoignages/Les-commandos-du-regime-sioniste-contre-les-enfants-palestiniens-un-enfant-de-12-ans-arrete-a-Beitunia-un-enfant-de-6-ans-perd-un-oeil-a-Al-Khalil-article-18464>

2. Voir liens suivant <http://www.france-palestine.org/+-Prisonniers-politiques-+>

Une guerre civile dont on ne voit pas la fin

La situation en Syrie est d'une rare complexité de par les interférences entre enjeux nationaux, régionaux et internationaux. La solution à la crise ne peut venir que de la population syrienne elle-même. Mais du fait même de la complexité de la situation et des enjeux, cette solution est et restera longue à se mettre en place et le dramatique bilan actuel (100 à 120 000 morts, 2 000 000 d'exilés, 4 000 000 de déplacés à l'intérieur de la Syrie) ne peut que s'aggraver. La Syrie actuelle est l'héritière d'une longue histoire : Damas et Alep sont parmi les plus anciennes villes du monde ; Damas fut la capitale de l'empire omeyyade (VII-VIIIe siècle) et plus près de nous, sous l'empire ottoman, son influence s'étendait sur tout le Levant, des marges méridionales de l'Anatolie aux rivages de la Mer Rouge ; elle ambitionnait de devenir la capitale du futur État arabe qui devait se créer sur la disparition de l'Empire Ottoman, après la première guerre mondiale, selon les promesses de Lawrence (dit d'Arabie). Las, contredisant les promesses de Lawrence, le gouvernement britannique s'entendait avec le gouvernement français pour morceler le Proche-Orient de la même manière que les puissances impérialistes européennes avaient charcuté l'Afrique à la fin du XIXe siècle. Au lieu du grand État arabe indépendant souhaité par les nationalistes, et promis par Lawrence, le Proche-Orient était divisé en 5 mandats attribués par la SDN (Société des Nations) à la France, Liban et Syrie, et au Royaume-Uni, Irak, Palestine et Transjordanie. Cette trahison a laissé des traces durables qui peuvent expliquer certains aspects de la politique syrienne récente. Indépendante en 1946, la République syrienne est d'abord une démocratie bourgeoise avant de passer sous la direction du Baas (1963), parti nationaliste, laïque et socialiste. En 1970, un dirigeant du Baas issu de la minorité alaouite, Hafez al-Assad, s'empare du pouvoir par un coup d'État et transforme son pays en une dictature héréditaire : à son décès, en 2000, son fils, Bachar, lui succède.

La Syrie est bien évidemment au cœur des conflits proche-orientaux : elle a joué un rôle majeur dans la guerre civile libanaise (1975-1990) mais elle est surtout l'un pays de la ligne de front avec Israël, 3 guerres (1948/49, 1967, 1973) ont opposé les deux États et une partie du territoire syrien (le Golan) reste occupé par Israël ; il n'y a jamais eu de traité de paix entre les deux pays. La Syrie est longtemps apparue, à tort depuis 1973 à mon avis, comme le pays arabe le plus opposé à Israël : en réalité, la dynastie al-Assad

a instrumentalisé le conflit israélo-palestinien à son profit et pour acquérir, auprès de l'URSS puis de la Russie, des armes qui ont ensuite servi à la répression intérieure (massacre des Frères musulmans à Hama en 1982, répression actuelle...). L'alliance avec l'Iran et le Hezbollah au Liban, procède de la même instrumentalisation, mais aussi de la vieille opposition sunnites/chiites, structurante depuis le VIIe siècle des conflits internes à l'islam. Enfin, le rôle des grandes puissances reste fondamental : la Russie dispose dans le port syrien de Tartous de sa seule base navale en Méditerranée et les États-Unis ont dans la région deux de leurs plus fidèles alliés : Israël et l'Arabie saoudite (en 1945 F.-D. Roosevelt et Ibn Saoud on signé un traité d'alliance pour 50 ans sur le croiseur Quincy, traité renouvelé pour la même durée en 2005 par G.-W. Bush).

Comme ses voisins, l'Irak et le Liban, la Syrie est un pays composite (cf fiche d'identité ci-dessous), aussi bien du point de vue religieux qu'éthnique. Longtemps, les alaouites ont été marginalisés (il ne sont pas considérés comme musulmans par certains courants sunnites rigoristes) ; ils ont pris leur revanche en noyant le parti Baas et l'armée et ont été les principaux bénéficiaires du coup d'État de Hafez al-Assad et restent aujourd'hui les principaux soutiens de Bachar. Si au début de sa dictature, Hafez al-Assad a mené une politique plus ou moins de type socialiste (répartition plus ou moins égalitaire des richesses, développement des services publics et sociaux, aménagement équilibré du territoire...), la fin de son régime a été marquée par l'entrée de la Syrie dans la mondialisation libérale avec son cortège de développement des inégalités aussi bien sociales que spatiales, le phénomène étant encore aggravé par un très fort accroissement démographique (entre l'indépendance et le début des années 2000, la population syrienne a quasiment doublé tous les 20 ans). L'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad, après une année d'espérance vite déçue, n'a rien changé dans les fondements de la politique syrienne. Aussi l'éclatement d'émeutes en Syrie en mars 2011, suite au départ des dictateurs tunisien et égyptien et du début des révoltes en Libye, au Yémen et au Bahreïn n'a rien de surprenant : la chute de la dictature, le développement du chômage, en particulier des jeunes diplômés, l'absence de perspectives... ont été les éléments déclencheurs.

Les émeutes de mars 2011 se sont rapidement transformées en révolte, puis en véritable processus révolutionnaire, basé notamment sur des pratiques d'auto-or-

ganisation au travers de comités d'organisation locaux ou de la « Commission générale de la révolution syrienne ». Ce processus est multiple : il comprend à la fois des courants progressistes soutenant l'idée d'une révolution nationale où tous les Syriens, quelque soit leur ethnie ou leur confession, auraient leur place, des courants ethniques, notamment kurdes, et des courants religieux sunnites, certains plus ou moins modérés, soutenus par l'Arabie saoudite, d'autres jihadistes, notamment le front al-Nosra qui s'est affilié en 2012 à al-Qaïda et qui est soutenu par le Qatar. A cela, il faut ajouter, dès le printemps et l'été 2011, des désertions dans l'armée, à la fois de soldats et d'officiers, y compris des généraux. La volonté répressive du pouvoir est le principal facteur de la militarisation de la situation syrienne et du bilan dramatique évoqué ci-dessus. Aujourd'hui, la Syrie est un pays morcelé : les principales zones de peuplement kurde sont aux mains des milices kurdes, le nord et l'est, y compris une partie importante de la grande ville d'Alep, sont largement le domaine des différentes milices et de « l'armée syrienne de libération », le pouvoir garde le contrôle de Damas (à l'exception de quelques banlieues), de la côte et du sud ; il est repassé à l'offensive : il bénéficie certes de l'aide du Hezbollah, de l'Iran et de la Russie, mais aussi du soutien d'une part non négligeable de la population syrienne : la grande majorité des alaouites ainsi que des chrétiens et de la plupart des différentes minorités (sauf les kurdes) qui craignent l'instauration d'un État islamique, mais aussi d'une minorité des sunnites, notamment les libéraux, pour les mêmes raisons. Ainsi, le régime de Bachar al-Assad est beaucoup moins isolé que ne l'étaient ceux de Ben Ali, Mubarak ou Kadhafi, mais la division du pays et de la société syrienne est profonde.

L'utilisation d'armes chimiques récemment par les forces armées du pouvoir (mais n'oublions pas que certaines milices jihadistes sont aussi accusées de crimes de guerre) a provoqué une forte réaction internationale qui a failli entraîner une intervention impérialiste, notamment étasunienne et française. Il n'en a rien été, et l'on ne peut que s'en féliciter : au contraire, cette réaction a abouti à un accord russo-étasunien qui devrait permettre la destruction de l'arsenal chimique syrien, mais cela atténuera-t-il la violence de la répression du pouvoir syrien et cela permettra-t-il la réunion d'une conférence internationale de paix avec la participation de toutes les factions syriennes ? Il faut l'espérer, mais à ce jour, rien n'est acquis. ■

Jacques FONTAINE

UTOPIE, ÉCOLOGIE, ECOSOCIALISME

Dans ce recueil de plusieurs articles, textes de conférences et contributions, le philosophe Arno Münster, cosignataire du Manifeste écosocialiste international de 2002 et ancien militant du PG -qu'il a quitté au printemps 2013-, revient sur des questions essentielles : il jette ici un pont entre «l'Utopie concrète» au cœur de la pensée du philosophe marxiste allemand Ernst Bloch et l'écosocialisme, en passant par l'apport -redécouvert depuis quelques années, après une éclipse- d'André Gorz pour l'ensemble de son œuvre qui ne se limite pas à ses travaux les plus tardifs.

Arno Münster reprend à son compte le regret d'André Gorz, exprimé peu avant sa disparition, de voir passer au second plan le travail d'Ernst Bloch dans les références et les débats de celles et ceux qui veulent relier le rouge et le vert, ou le socialisme et l'écologie, par rapport aux travaux de Hans Jonas¹, très prisés de manière générale dans une partie du mouvement écologiste dans la dernière décennie du XX^e siècle.

L'auteur considère en effet qu'Ernst Bloch est avec Gramsci et Rosa Luxembourgeois «l'hérétique le plus productif» dans le marxisme du XX^e siècle, et que son apport est essentiel au travers de son ouvrage «Principe espérance»², écrit entre 1938 et 1949 et qui, précise-t-il, se distingue du «pessimisme civilisationnel des pères fondateurs de l'École de Francfort».

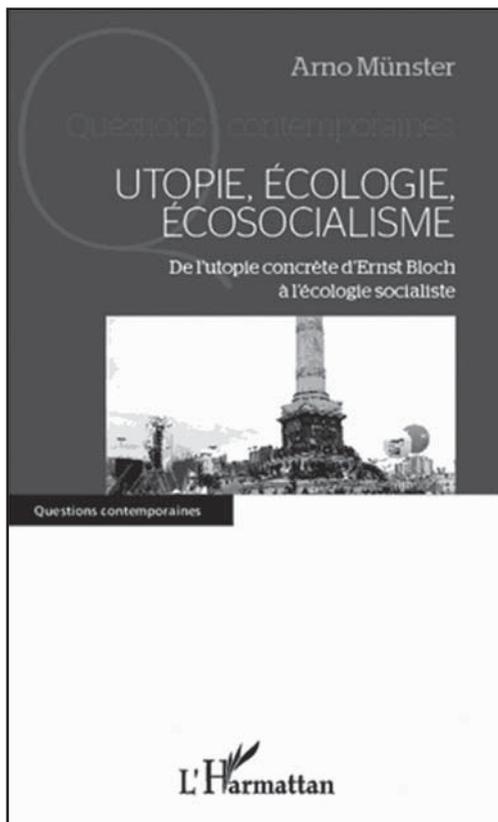
La réhabilitation par Bloch du concept d'utopie s'appuie dans son œuvre majeure sur une histoire/inventaire «des diverses formes de production culturelle et artistique de l'humanité» et l'auteur rappelle le parcours de Bloch, bien en cours en RDA avant de se rapprocher de l'opposition anti-bureaucratique et de soutenir de manière plus générale les dissidences à l'Est et notamment le Printemps de Prague en 1968.

Pour l'auteur, c'est André Gorz qui a réhabilité l'apport d'Ernst Bloch en raccordant l'utopie concrète à l'écologie politique.

Mais dans un essai de typologie des courants de l'écologie politique, Arno Münster distingue le courant, inspiré par la pensée d'André Gorz et qu'il assimile à l'écosocialisme, de l'écologie profonde hostile de manière générale au marxisme.

Surtout, l'auteur distingue le courant écosocialiste d'une écologie gestionnaire du capitalisme et alliée au social-libéralisme,

en particulier en France, et s'appuie sur le caractère à la fois anticapitaliste et anti-productiviste de la pensée de Gorz, deux éléments dont Arno Münster rappelle avec raison le caractère indissoluble



L'auteur insiste sur la présence dans la pensée de Gorz d'une critique toujours acérée du capitalisme, y compris dans sa phase financière à l'articulation du XX^e et du XXI^e siècle, et sur ses contradictions majeures.

Avec d'autres au sein de la gauche alternative -et les Alternatifs sont de ceux-là-, Gorz, dans «Ecologica»³, entrevoit ainsi dans ces contradictions les possibles et les germes d'un autre monde, d'une alternative, notamment quand il affirme, en prenant l'exemple d'Internet que «l'informatique et Internet minent le règne de la marchandise à sa base», ajoutant que «tout ce qui est traduisible en langage numérique et reproductible communicable sans frais, tend irrésistiblement à devenir un bien commun, voire un bien commun universel quand il est accessible à tous et utilisable par tous». Et Gorz poursuit : «la principale force productive et la principale force des rentes tombent dans le domaine public et tendent vers la gratuité», ce qui l'entraîne à dire que «la propriété privée des moyens de production et donc le monopole de l'offre deviennent progressivement impossibles».

Élément tendanciel ou processus quasi-inéluctable ? La question mérite débat, comme par ailleurs la reprise à son compte par Arno Münster, du concept pourtant discutable du «capitalisme cognitif» cher à Toni Negri et Michael Hardt⁴ ou à Yann Moulier-Boutang⁵ comme qualificatif du capitalisme dans sa phase actuelle -concept dont Michel Husson ou Thomas Coutrot ont écrit une critique pertinente⁶.

Les dernières pages du livre reproduisent les réflexions propres à l'auteur concernant l'écosocialisme.

Dans l'un de ces textes, écrit en 2012, il espère encore que le PG -et avec lui l'ensemble du Front de Gauche- portera cet étendard écosocialiste.

Dans cette contribution, il précise fort à propos que le concept d'écosocialisme ne constitue pas seulement une avancée par rapport à celui de socialisme de par la volonté affichée d'une nouvelle synthèse : cette volonté émane de manière claire d'une même et salutaire préoccupation de séparer cette référence de l'expérience bureaucratique des Pays de l'est et de l'accommodement de la social-démocratie avec le capitalisme. Comme Gorz avant lui, l'auteur considère que le socialisme est inséparable de l'autogestion, acquis commun à la gauche alternative de l'après-68 en France⁷.

Surtout, l'auteur prend soin avec raison de rappeler, en citant Robert Owen, l'un des premiers à s'en revendiquer dans l'histoire du mouvement ouvrier, que le socialisme est synonyme d'émancipation et d'égalité. Mais, depuis, de l'eau a coulé sous les ponts : non seulement la terminologie socialiste a été largement discréditée au XX^e siècle par l'échec des régimes qui s'en sont abusivement réclamés et par la social-démocratie muée en social-libéralisme, mais elle l'avait été antérieurement, dès l'expérience de l'Union sacrée et de la participation active de l'aile modérée de la social-démocratie européenne à la Première guerre mondiale. Un élément qui avait conduit Lénine à considérer qu'il fallait substituer sans tarder à la référence socialiste celle du communisme.

Pour Arno Münster, écosocialisme se conjugue certes avec autogestion, ce qui est pour nous décisif. Mais on peut considérer que la référence écosocialiste est aujourd'hui étriquée et ne suffit pas à rendre compte du projet alternatif

aujourd'hui nécessaire⁸, pour encore une autre raison majeure à relier à ce que nous dit Arno Münster.

La phase actuelle du capitalisme se caractérise certes par sa financiarisation mais aussi par la contradiction majeure entre les inégalités et les destructions qu'il porte d'une part et les possibles entretiens, les germes d'une alternative d'autre part, renforcés par les effets du processus historique de la scolarisation de masse.

Ce qui en découle est précisément l'aspiration grandissante à la démocratie réelle et la soif d'égalité des droits, combinée au refus du racisme et des discriminations, particulièrement dans la jeunesse.

C'est une dimension fondamentale du projet alternatif et le terme socialisme ne peut en rendre compte, forgé à un moment où ce type d'aspiration ne s'exprimait pas à une telle échelle et avec une telle force.

On ajoutera une autre remarque critique : dans

un souci -que nous partageons complètement- de radicalité découlant d'une convergence d'analyse sur la gravité et le caractère multiforme de la crise écologique, Arno Münster reprend à son compte la notion de décroissance à laquelle nous préférons celle d'objection de croissance -qui n'implique pas le mot d'ordre de décroissance généralisée- et d'alterdéveloppement -plus féconde-⁹ ou encore la notion de planification écologique qui laisse perplexe, vu le bilan des politiques de planification réellement menées à l'Est comme à l'Ouest¹⁰. On peut regretter la rapidité avec laquelle ces notions sont ici utilisées, surtout la première¹¹.

Mais il y a là matière à réflexion, qu'il convient de mener et d'approfondir à l'échelle de toute la gauche alternative, et le livre d'Arno Münster y contribue. ■

Bruno DELLA SUDDA

«UTOPIE, ÉCOLOGIE, ECOSOCIALISME
De l'utopie concrète
d'Ernst Bloch à l'écologie
socialiste» d'Arno Münster,
L'Harmattan, 2013

1. Hans Jonas, « Principe responsabilité », trad. 1990 (Le Cerf), on peut se reporter à la critique qu'en fait Arno Münster, « Principe responsabilité ou principe espérance ? », 2011 (Le bord de l'eau)

2. Ernst Bloch, « Le principe espérance », 1976/1981/1991 (Gallimard)

3. André Gorz, « Ecologica », Gallilée (2008)

4. Toni Negri et Michael Hardt, « Multitudes », 2004 (La Découverte), on peut se reporter à l'analyse qu'en fait Razmig Keucheyan, « Hémisphère gauche », 2010 (La Découverte)

5. Yann Moulier-Boutang, « Le capitalisme cognitif », 2007 (Amsterdam)

6. Notamment Michel Husson, diverses contributions dans les revues « Critique communiste » et « Contretemps » ; Thomas Coutrot, contribution dans « Quelle démocratie voulons-nous ? », 2006 (La Découverte)

7. Bruno Della Sudda/Jean-Pierre Hardy/Patrick Silberstein, « Mouvement syndical, forces politiques et autogestion » dans « Autogestion, hier, aujourd'hui, demain », 2010 (Syllepse)

8. Contribution collective « Une contribution critique sur les thèses écologistes et sur l'écologie sociale », mai 2013

9. Texte de la conférence nationale des Alternatifs sur le projet alternatif, juin 2011

10. Voir note 8

11. On peut se reporter à la critique de la notion de décroissance que font Bruno Della Sudda/Guy Giani/Romain Testoris, « L'écologie, le rouge et le vert » dans « Autogestion, hier, aujourd'hui, demain », voir note 7

Le livre de Bruno Trentin : «La cité du travail» paru en 2012 chez Fayard est un essai qui interroge l'absence de projet alternatif crédible au néolibéralisme.

Ouvrage passionnant et puissamment argumenté, mais on sort frustré du choix exclusif de la théorie. On aurait aimé plus de références, plus de faits, d'illustrations par des luttes. Car l'auteur, dirigeant syndicaliste italien éminent, a porté dans les années 70 une stratégie syndicale basée sur les conseils d'usine, allant des revendications concrètes sur les conditions de travail jusqu'à l'intervention sur les choix de production. Or rien n'apparaît précisément de cette orientation, sinon dans une polémique avec les opéraisistes assez difficile à suivre pour les non spécialistes.

Ce qui interroge d'autant plus que le discours très critique vis à vis du syndicalisme italien ne colle pas à sa biographie : Bruno Trentin fut secrétaire général de la CGIL (la CGT italienne) entre 1988 et 1994. Ce hiatus ne traduit pas une volonté de cacher de quelconques responsabilités personnelles. Il est révélateur de l'écart désarmant entre une critique féroce, maniant l'analyse marxiste, s'appuyant sur des lectures enthousiastes de marxistes hétérodoxes (Luxembourg, Korsch) et des propositions concrètes très modérées, une tendance aussi à tout jeter par dessus bord.

Mais n'en disons pas plus et examinons plus avant le cœur de cet essai.

L'argument central du livre peut se résumer en quelques mots. Si la gauche et les mouvements socialistes ont été jusqu'à présent incapable d'opposer une réponse au néolibéralisme c'est à cause de leur attachement au modèle fordiste d'organisation du



travail (pourtant très fortement en déclin) et de leur penchant étatiste. Ces déviations prennent toutes les deux leurs racines dans les erreurs d'analyse du marxisme.

L'étatisme s'est forgé en lien avec la théorie de la paupérisation du prolétariat.

Mais cette hypothèse, combinée avec la concentration ouvrière devait provoquer des crises économiques susceptibles et de souder le prolétariat et de permettre la prise du pouvoir par la classe ouvrière, s'est trouvé démentez. Cel qui va stimuler au début du XX e siècle des réflexions pour analyser et dépasser cette réalité.

Kautsky comme Lénine contournent l'obstacle et avancent chacun une issue: l'un privilégie la prise du pouvoir étatique, l'autre la conscience de classe qui s'impose de l'extérieur. ; le socialisme par la voie étatique et une incompréhension totale des revendications ouvrières réelles. Au début des années 70 en Italie ce hiatus entre les revendications sociales et la politique devient même opposition. Trentin polémique alors contre les opéraisistes dont il démontre combien leur vision de la «classe» est métaphysique ou mythique et fustige leur évolution vers «l'autonomie du

CITE DU TRAVAIL

politique « la représentation des intérêts de la classe travailleuse dans l'Etat par le Parti ouvrier.

Le livre bilan de Mario Tronti : «Nous opéraistes» (Ed de l'eclat/ ed d'en bas) confirme le bien fondé de la critique de Bruno Trentin. De même en 1972 contre les prétentions syndicales de contrôle des investissements, et d'orientation de ceux-ci vers le Mezzogiorno (l'Italie du Sud) le PCI vole au secours des « barons de l'industrie à participation publique».



Ce travers étatiste amène la gauche italienne à partir des années 80 à s'insérer dans l'Etat sans aucun projet.

Trentin cependant n'oublie pas son axe central et lie l'étatisme, l'incompréhension des revendications sociales et la naturalisation de l'organisation scientifique du travail (taylorisme / fordisme) à travers une lecture décapante des écrits de Gramsci.

Ainsi si Trentin loue le conseilisme du journal «l'Ordine Nuovo» (1919- 1921/22) il n'en note pas moins un décalage entre sa théorisation et les aspirations, les revendications des travailleurs¹.



A cela deux raisons. D'abord Gramsci projette sur les luttes à la Fiat les conditions de la prise de pouvoir de la classe ouvrière: les travailleurs doivent se substituer à la bourgeoisie défaillante pour le développement des forces productives. Mais aussi l'organisation scientifique du travail déjà le séduit et lui semble naturelle. Bientôt il en deviendra l'un de ses plus farouches partisans.

A l'époque de «l'Ordine Nuovo» il est en pleine contradiction, car il juge à la fois le travail réel abrutissant et l'organisation du travail neutre. Il sacrifie donc 'une génération :» Nous considérons toutefois qu'une génération , par exemple , peut travailler en pure perte pour garantir une liberté qu'il est impossible de conquérir autrement»; et destine « l'élite » de la suivante à une «autocontrainte « visant à domestiquer cette organisation du travail abrutissante».

Dans «Américanisme et Fordisme»,

rédigé en prison le penchant favorable devient enthousiasme et de «l'autocontrainte» la libération passe désormais par la soumission au machinal : «Quand le processus d'adaptation a eu lieu , on constate en réalité que le cerveau de l'ouvrier , au lieu de se momifier a atteint un état de liberté complète. On marche automatiquement et en meme temps on pense à tout ce qu'on veut».

Cette libération par la soumission sera démentie en terme à partir du témoignage de S Weil de son expérience ouvrière : « Quand je dis machinal ne croyez pas qu'on puisse rêver à autre chose en le faisant , encore moins réfléchir. Non le tragique de cette situation c'est que le travail est trop machinal pour offrir matière à la pensée, et que néanmoins il interdit toute autre pensée».

Ce double aveuglement: étatisme et acceptation au mieux du taylorisme, comment s'en sortir, par quelles propositions précises ? Il a beau louer une autre voie à travers Luxembourg, Korsch et le Guild Socialism anglais, l'abîme entre ces références et ses propres propositions est profond.

Certes il brosse avec talent me tableau d'un taylorisme moribond puisque la production standardisée tient du passé, mais survit dans l'ordre usinier, avec une possibilité d'accentuation de l'autoritarisme y compris visant à écarter les syndicats (anticipation de la chasse à la FIOM de ces dernières années chez FIAT).

Pour lui c'est une réaction à la frustration des salariés due à l'inadéquation entre les compétences professionnelles demandées toujours plus élevées et l'insécurité sociale . Aussi il est impossible d'exprimer «un savoir faire et un comment faire au travail» sans mettre en cause l'organisation scientifique du travail.

Cependant dans sa dénonciation de l'obsession de la revendication salariale il se laisse aller à des amalgames et à jeter le bébé avec l'eau du bain. Certes

il ne dénie pas la place importante du salaire dans la stratégie syndicale. Ainsi il estime indispensable d'imposer au patronat de négocier les salaires des techniciens et chercheurs pour contester la domination du patronat sur l'organisation du travail.

Mais il amalgame et tire un trait d'égalité entre revendications salariales, redistribution et Etat Providence. Il juge l'Etat Providence responsable de l'absence de prévention des risques de santé. De meme il rejete la réduction du temps de travail uniforme comme une vision totalement imprégnée du taylorisme. Conscient du monde créé par le néolibéralisme il n'est pas loin de le penser indépassable .

Aussi dans ses propositions précises il élabore un programme très éloigné des perspectives d'émancipation. Par exemple sa « réforme radicale» de l'Etat Providence passe par un «projet abouti en termes d'organisation transparente et fortement décentralisée des services de l'Etat Providence; en termes d'unification des règles sur la base de l'égalité des chances , et sur la base du caractère universel des droits à la Sécurité Sociale et à l'instruction ; et en termes de modification de ses formes de financement». Dans les dernières pages du livre il livre la suite des pistes pour sauver la redistribution et termine une longue phrase par: « et correspondre à une diminution de la charge des entreprises , et donc à une réduction graduelle de la contribution globale du travail».

Sans doute est ce révélateur de la dérive du syndicalisme italien, y compris de la CGIL à l'exception des métallos de la FIOM. Sans doute aussi est il compréhensible que, s'agissant de la CFDT ,lors de sa gestion de la crise de la sidérurgie et lors de son recentrage, on puisse évoquer une « voie italienne». Ou peut on oser appliquer la typologie de E Chiapello et L Boltanski dans le «Nouvel Esprit du capitalisme» et y voir l'ambiguïté d'une critique artiste du capitalisme?

Quoiqu'il en soit ce livre de Bruno Trentin est aussi désarmant qu' indispensable. ■

Jean-Louis LE BOURHIS

(1) Cf M BURNIER : Fiat:conseils ouvriers et syndicats. Les éditions ouvrières 1980

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes. Pour des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: l'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.